La science du social à l'épreuve d'un événement politique.

Comment interpréter la progression du Front national en France ?

Par Jacques Lévy



Illustration : tokyoform, 2007, https://www.flickr.com/photos/chrisjongkind/2259208292/ (licence Creative Commons).

On a beaucoup parlé de la demande formulée par le Premier ministre japonais en septembre dernier de fermer les départements de sciences sociales des universités, à ses yeux inutiles. À quoi sert et peut servir la science du social ? Répondre à cette question demanderait une analyse sérieuse, sans *a priori*. Je voudrais seulement mettre à l'épreuve l'intelligence du social que les chercheurs peuvent développer dans l'analyse d'un événement : les élections régionales françaises des 6-13 décembre 2015. N'est-ce pas en effet dans l'*agir* de recherche, plutôt que dans des déclarations indignées, que la force cognitive de la science sociale sera démontrée de la manière la moins contestable ?

Après le bon résultat du Front national (FN) au premier tour des élections régionales françaises (28,42 % des suffrages exprimés hors outre-mer), le 6 décembre 2015, nous avons insisté avec raison sur la « nationalisation » de l'électorat du Front national, c'est-à-dire sur le fait qu'il n'y a plus de zone interdite pour ce parti, et sur la conquête d'électeurs en dehors de ses bastions habituels depuis la fin des années 1980. Cependant, cette élévation générale du niveau des soutiens n'empêche pas la différenciation de la carte électorale.

C'est très frappant si l'on analyse les votes à travers les gradients d'urbanité : centre, banlieue, périurbain, hypo-urbain, à croiser avec la taille de l'aire urbaine, grande, moyenne, ou petite[1]. C'est même encore plus net qu'aux Européennes de 2014, comme si les centres, et en particulier des grandes villes n'avaient pas été vraiment touchés par la vague « bleu marine » et restaient, en valeur absolue, à peu près au même niveau que précédemment, malgré l'augmentation générale. Entre le centre de Paris (environ 7 % pour le FN) et les franges hypo-urbaines (souvent plus de 45 %), on observe un rapport supérieur à 1/6[2].

Alors que, pour ce même électorat, et avec un nombre de classes statistiques similaire, on ne dépasse pas un ratio de 1 à 4 pour les tranches d'âge (et encore, en raison d'une réticence très forte dans un groupe spécifique, les 25-34 ans) et 1 à 2,5 pour les catégories sociales, selon les gradients d'urbanité, on est dans un rapport de 1 à 6 ou 7 entre des espaces qui sont tous consistants et bien identifiés. Dans les zones à l'urbanité la plus faible (périurbaines, mais aussi hors des aires urbaines, hypo- ou infra-urbaines), les digues se brisent l'une après l'autre, attirant massivement les couches populaires. Dans les zones à urbanité forte, centres des villes importantes et banlieues proches, le FN ne passe pas, ou mal. Comme si les deux France qui se font face n'avaient jamais été aussi hermétiques l'une à l'autre. Et comme si l'espace devenait le marqueur le plus puissant de ces divisions.

Les explications strictement économiques du vote FN, liées à la crise de l'emploi et à ses développements depuis 2008, ne sont pas convaincantes dans ce contexte : les banlieues des grandes villes, avec leurs salariés précaires, ont été fortement touchées par la crise récente et ce ne sont pas elles, loin s'en faut, qui constituent ni en stock ni en flux, le point fort de cette élection pour le FN. Le

niveau de chômage étant peu prédictif du vote, la dynamique négative du système productif à long terme est plus intéressante : elle peut être associée à la « déprime », au « désespoir », ou à la « colère », particulièrement compréhensibles dans les anciens bassins industriels qui connaissent un déclin de l'emploi depuis 30 ans. On est pourtant là en présence de la crise non seulement d'un dispositif économique mais, fondamentalement, d'un mode de vie, fondé sur la pré-éminence de l'échelle locale, du travail manuel, de compétences et de statuts transmis de père en fils. Il ne s'agit donc pas d'un effet mécanique d'une réduction de l'emploi, mais de la sensation que le monde ouvrier n'a plus sa place dans l'univers économique actuel. Par ailleurs, le littoral méditerranéen, très attractif pour le tourisme et les migrations résidentielles, mais présentant un type de configuration sociale marquée depuis longtemps par une forte présence des professions liées au tourisme, une forte opposition au monde extérieur, qu'il soit « parisien » ou maghrébin, et une vie politique dominée par le clientélisme, n'entre pas vraiment dans ce schéma.

À ce stade, il faut prendre au sérieux le fait qu'une élection n'est pas une analyse factorielle, mais un événement proprement politique. Il faut donc recourir à une explication politique : les électeurs du FN sont des citoyens, ils ne pensent pas seulement à leur propre situation, ils se prononcent sur une méthode conçue pour fabriquer de l'unité sociale. La « méthode » de Marine Le Pen consiste à opposer les « patriotes » aux « mondialistes », une dichotomie maintes fois répétée et thématisée au cours de la campagne électorale. Or cette opposition très simple est fondamentalement spatiale. Il y a d'un côté l'ancienne identité, liée à un âge d'or, l'*échelle unique* de l'État géopolitique, avec ses ennemis extérieurs et sa redistribution interne. De l'autre, il y a le Monde (Europe comprise), porteur de la perte de cette identité. Le rôle des indicateurs économiques de crises est ici double, mais limité : il est la validation mesurable du « déclin » annoncé et il permet de condamner tous les partis de gouvernement qui ont échoué à inverser la hausse du chômage et la faible croissance. Si l'on écoute le discours du FN, non comme un symptôme d'autre chose, mais pour ce qu'il dit, les aspects économiques ne sont qu'un argument, voire un matériau pour justifier une « théorie » dont le cœur se trouve ailleurs, dans une opposition entre un repli défensif jugé impérieux et une ouverture sans protection présentée comme funeste.

On constate alors qu'il existe, sur le marché des idées, deux conceptions du nationalisme : le modèle traditionnel du *Vaterland* (la patrie impériale) laisse tendanciellement la place à une figure, courante chez les partis tribunitiens souverainistes européens, de la *Heimat* (le pays natal)[3]. Dans le premier cas, on tente de régler les problèmes internes par la désignation d'un ennemi extérieur ou d'une mission conquérante. Dans le second, on vise plutôt l'homogénéité interne, un milieu dense, uniforme et partant impénétrable. En Europe, le paradigme de la *Heimat* est dominant dans les petits pays (pays nordiques, pays baltes, Suisse, Slovénie) qui n'ont jamais pu avoir d'ambitions impériales ou y ont renoncé depuis longtemps, tandis que le *Vaterland* l'emporte au Royaume-Uni (en fait plutôt en Angleterre et en Irlande du Nord) et en France. Dans ce pays, la figure de la *Heimat* n'a jamais prospéré, sinon dans les régionalismes réactionnaires du 19e siècle — à une échelle infranationale, donc. Lorsque, à la même époque, l'hypothèse d'une définition ethno-religieuse de la francité a été lancée par une partie de l'extrême droite, ce fut toujours en relation avec des objectifs de présence violente à l'extérieur : l'affaire Dreyfus n'est ainsi pas dissociable d'une armée à la fois coloniale et engagée dans des conflits avec les pays européens. Aujourd'hui, les partis nationalistes prospèrent tout autant dans les sociétés à *Heimat* (comme au Danemark, en Suède, ou aux Pays-Bas, quand le modèle s'impose après renoncement à une géopolitique classique) que dans les pays à *Vaterland* (avec des discours renouant avec des postures saillantes vers l'extérieur, en Hongrie ou en Pologne). Cependant, comme le montre le cas autrichien, la tendance est clairement à un mouvement du *Vaterland* vers la *Heimat*. Comme en France, l'extrême droite autrichienne (incarnée dans le FPÖ) a commencé à exister en créant une continuité ambiguë, mais bien réelle avec le référentiel issu des fascismes. C'est de moins en moins le cas et on retrouve la même évolution dans le passage de témoin de Jean-Marie à Marine Le Pen. Avec le FN, la politique étrangère de la France devient avant tout isolationniste, elle abandonne les « missions civilisatrices » outre-mer comme les ambitions continentales de la France, ce qui ne s'est jamais vu depuis la Révolution, y compris dans l'entre-deux-guerres, quand l'extrême droite et l'extrême gauche étaient pourtant toutes deux très imprégnées de pacifisme. Désormais, l'héritage impérial de la France se trouve soldé de deux manières différentes : d'un côté, par un tournant *idéaliste,* c'est-à-dire par le

traitement des relations internationales comme porteuses d'enjeux politiques sous-tendus par des valeurs, et non de géopolitique, de l'autre, par un *réalisme* défensif récusant toute intervention extérieure au nom de principes nationaux-identitaires.

Cette approche permet de mieux comprendre pourquoi la société française réagit de deux manières opposées à la méthode « Front national » en fonction de son rapport à l'urbain, c'est-à-dire à la présence de multiples altérités dans les lieux de la vie quotidienne. La ville n'est pas une politique, c'est un environnement qui suppose, pour ceux qui l'habitent, de faire le pari — et c'est bien un pari car il y a toujours, quelque part, un coût à cette localisation — que l'exposition à différents types d'*autres* : d'autres fonctions, d'autres populations, d'autres informations, d'autres assemblages sociaux… se révèlera utile.

Cette opposition se trouve confortée par le second tour des élections régionales, le 13 décembre 2015 : on a vu la part de la société, majoritaire, qui refuse le repli que représente d'après elle le choix du FN, établir un *cordon sanitaire*, un dispositif de *containment* contre ce parti. C'est ce qui explique l'échec du FN aux portes des exécutifs régionaux. Le parti continue de peiner pour obtenir une majorité absolue, c'est-à-dire le type de légitimité qui correspond à l'exécutif, à la conduite globale de la politique, à l'orientation fondamentale de la société. Il apparaît à beaucoup que, même si l'écoute de ceux qui votent pour le FN est nécessaire, il n'est pas possible de proposer un projet de société qui aille dans le sens du protectionnisme ou de la xénophobie, car cela signifierait supprimer à la fois tout ce qui fait la vie concrète et les horizons d'attente de la partie de la société qui refuse le FN, et plus généralement proposer un horizon auquel manque la crédibilité, la faisabilité ou même la simple vraisemblance.

On voit apparaître ici la grande différence entre ce qui se passe aujourd'hui et le type de construction politique du monde ouvrier tel qu'il se déployait dans l'Europe de l'après-guerre. Ces deux configurations méritent la comparaison. Il s'agit dans les deux cas de mouvements tribunitiens, qui prospèrent dans une opposition radicale et qui présentent leurs positions de pouvoir, à l'échelle locale le plus souvent, comme des points d'appui pour une hypothétique conquête à venir. Ces dispositifs, qui privilégient la *représentation*, à travers notamment la

forte mobilisation des électeurs[4], visent à éviter l'épreuve de la *légitimation* de politiques publiques dont ces partis seraient comptables. Le caractère tribunitien, par opposition à « parti de gouvernement », capable de jouer l'équilibre en tension (actuellement dangereusement élevée en France) entre représentation et légitimation, n'empêche donc pas la stabilité dans la puissance, comme l'a montré le Parti communiste en France entre 1945 et 1981. C'est l'épreuve du pouvoir national, à partir de la signature d'un programme de gouvernement (le « Programme commun ») en 1972, puis avec la présence de ministres communistes, qui a rompu l'équilibre.

Cependant, d'autres éléments montrent une divergence entre partis tribunitiens d'hier et d'aujourd'hui. Les ouvriers des années 1950 vivaient bien plus mal que leurs héritiers d'aujourd'hui, mais nombre d'entre eux étaient convaincus que la société avait besoin d'eux et en aurait de plus en plus besoin dans l'avenir, car ils se voyaient au cœur du système productif. Dans cette combinaison, le futur, aussi mythique soit-il, était présent et permettait un dialogue avec la partie « progressiste » de la société, celle qui visait à mettre en œuvre le programme de développement et d'émancipation des Lumières. Cela se produisait en dépit du fait que le « mouvement ouvrier » était pour une part piloté, notamment en France et en Europe du Sud, par des entreprises politiques à composante totalitaire totalement incompatibles avec le modèle de la république démocratique, qui faisait pourtant partie du socle politique des progressistes. Un tel dialogue devient impossible avec le type de clivage qui s'affirme aujourd'hui : ce que ressentent, non sans raison, les électeurs du FN, c'est que la société n'a plus vraiment besoin d'eux. Ils sont moins exploités que, disent-ils, « oubliés ».

La progression des partis tribunitiens nationalistes n'est pas propre à la France. On la retrouve dans la plupart des pays d'Europe, où ils participent parfois aux majorités politiques, voire au gouvernement central (comme en Suisse), au point parfois (comme en Hongrie et en Pologne) d'en être la force dominante. Leur carte électorale y est similaire : une distribution par gradient d'urbanité, les plus forts constituant les zones de faiblesse de ces mouvements.

Comment faire alors pour convaincre ces électeurs qu'ils ne peuvent obtenir satisfaction et que, tôt ou tard, ils devront faire mouvement vers une méthode

politique que présentement ils rejettent ? La réponse appartient aux acteurs politiques européens. Ce que peut faire la science du social — que je considère ici, pour simplifier, comme un ensemble de connaissances intégré —, c'est d'abord inciter à prendre le social comme un complexe multidimensionnel, dont une partie non négligeable est la société prise comme un tout et dont, apparemment davantage que certains chercheurs, les citoyens ordinaires ont une parfaite conscience de l'existence. La science sociale doit aussi rappeler cette tautologie : le degré de réflexivité des électeurs peut certes varier, mais les choix politiques sont politiques, ils ne sont pas le résultat d'effets mécaniques de causes sur des choses, mais la construction de buts par des acteurs, qui, aussi entravés soient-ils par leur faible puissance et les contradictions de leurs attentes, sont dotés de compétence et de profondeur stratégiques.

Résumé

On a beaucoup parlé de la demande formulée par le Premier ministre japonais en septembre dernier de fermer les départements de sciences sociales des universités, à ses yeux inutiles. À quoi sert et peut servir la science du social ? Répondre à cette question demanderait une analyse sérieuse, sans a priori. Je voudrais seulement mettre à ...

Notes

[1] Dans l'aire urbaine de Paris (environ 12,5 millions d'habitants comprenant la quasi-totalité de l'Île-de-France et une petite partie des régions voisines), on observe des écarts internes considérables, entre les 7,3 % du 10e, les 7,36 % du 9e, ou les 7,49 % du 11e arrondissement, les 10 % environ des arrondissements périphériques, les 10-20 % de la proche banlieue et les scores supérieurs à 25 % de la banlieue plus lointaine, comme à Chelles (26,39 %), Meaux (26,64 %) ou Pontault-Combault (27,53 %) sans parler, dans le périurbain parisien, des zones extérieures à l'Île-de-France, avec les 30,93 % de Seine-et-Marne, des scores supérieurs à 30 % dans l'Yonne ou l'Eure-et-Loir et les 42,08 % de l'Oise. On note aussi que les banlieues des grandes villes n'ont dans

l'ensemble pas *craqué*, notamment les masses compactes du suburbain proche, fait de grands ensembles et de zones pavillonnaires. Le FN y progresse modérément, atteint rarement les 20 % et y reste à un niveau très inférieur à celui des petites villes, du péri- ou de l'hypo-urbain. En revanche, dans les anciens bassins miniers du Nord et de l'Est (Lens, 44,63 %, Liévin, 48,28 %) ou dans les zones les moins urbanisées de tradition industrielle, le score du FN est souvent impressionnant : 38,54 % dans les Ardennes, 40,32 % dans la Meuse, 42,2 0% en Haute-Marne.

[2] En 2014 (élections européennes) comme en 2012 (élection présidentielle), le FN avait fait presque trois fois moins bien à Paris que dans le reste de la France (0,37 de la moyenne nationale). Son score était inférieur à la moitié du score national à Rennes, Nantes, Bordeaux, et il se situe entre la moitié et les trois quarts à Grenoble, Lyon, Strasbourg, Toulouse et Lille. En 2014, seuls Marseille et Nice faisaient mieux pour le FN que la moyenne française (rapports de 1,21 et 1,28), mais c'était déjà le cas en 2012, avec un rapport quasiment identique. Les seuls changements significatifs se font à la baisse, à Strasbourg, Nantes et Rennes. En 2015, on observe une évolution qui va dans le même sens et amplifie donc le phénomène. On retrouve les mêmes villes à peu près au même niveau, avec une tendance à l'augmentation du rapport : en termes relatifs, le rejet est encore plus fort.

[3] En Allemagne, la *Heimat* dominante des petits pays a cohabité avec le *Vaterland* faible de l'Empire romain germanique, sauf quand la Prusse du 19e siècle puis l'Allemagne nazie ont tenté une centralisation du pouvoir et une orientation vers la guerre de masse. Ces épisodes restent une parenthèse courte dans l'histoire des sociétés allemandes.

[4] Patrick Poncet dit joliment que ce qui manque au Front national, ce sont les abstentionnistes.